

## V

**VALEURS ÉTRANGERES.** — Voy. *Impôts*, § 20.

**VALEURS MOBILIÈRES.** — Proposition de loi de M. René Coty tendant à modifier la législation relative aux propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 février 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 382.

**VALLESPER (Accès dans la région du),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**VANILLE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 3.

**VENTE.** — Voy. *Immeubles*, § 1<sup>er</sup>.

**VETEMENTS (Vol de).** — Voy. *Amnistie*, § 1<sup>er</sup>.

**VÉTÉRINAIRES.**

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi relatif à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Tanguy-Prigent,

Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de l'agriculture), n° 1078 ; rapport le 24 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Raymond Moussu, n° 1193.

§ 2. — Projet de loi relatif au rétablissement des syndicats de vétérinaires, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Tanguy-Prigent, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de l'agriculture), n° 1105 ; rapport le 24 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Raymond Moussu, n° 1194.

**VEUVES.**

— de guerre. — Voy. *Loyers et fermages*, § 32, *Administrations publiques*, § 1<sup>er</sup>.

— de guerre non remariées. — Voy. *Impôts*, §§ 23, 26, 27.

— de Ministres. — Voy. *Pensions et retraites*, § 5.

Voy. aussi *Déportés*, § 1<sup>er</sup>. — *Morts pour la Patrie*, §§ 2, 3. — *Pensions militaires*, § 2. — *Pensions et retraites*, §§ 5, 6.

**VEUVES DE GUERRE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Pierre Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux veuves de guerre le bénéfice des prêts de démarrage prévus par l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 mars 1946

(2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 797.

§ 2. — Proposition de résolution de Mme Marie Oyon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer un emploi aux veuves de guerre en état de travailler et un revenu décent à celles que l'âge, les infirmités ou les charges de famille mettent dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 898.

§ 3. — Proposition de loi de M. Charles Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux veuves de guerre de bénéficier des prêts accordés aux anciens prisonniers de guerre, déportés et réfugiés en vertu de l'ordonnance du 5 octobre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 956.

**VEUVES DE GUERRE**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (ANCIENS COMBATTANTS), *Discussion générale*.

**VEUVES DES VIEUX TRAVAILLEURS**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

**VEUVES ET ORPHELINS DES DÉPORTÉS (Situation des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

**VIANDE (Prix de la)**. — Voy. *Loyers et fermages*, § 19.

**VIANDES SAISIES**. — Proposition de loi de Mme Madeleine Braun et plusieurs de ses collègues tendant à la création dans le département de la Seine du Service départemental d'enlèvement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux des viandes saisies et

des déchets organiques de toute nature, impropres à la consommation humaine, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 675.

**VICTIMES DE LA CATASTROPHE D'OSTRICOURT**. — Voy. *Secours*, § 1<sup>er</sup>.

#### VICTIMES DE LA GUERRE.

— civiles. — Voy. *Vieux travailleurs*, § 4.

— corps des. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, § 12.

— enfants des. — Voy. *Conseil de famille*.

— indirectes. — Voy. *Vieux travailleurs*, § 4.

— des territoires d'outre-mer. — Voy. *Pensions militaires*, § 4.

Voy. aussi : *Fonctionnaires*, § 15. — *Guerre de 1939-1945*, §§ 3, 7. — *Ministères*, § 2. — *Pensions militaires*, §§ 2, 4. — *Réfractaires*, § 5.

**VICTOIRE (Commémoration de la)**. — Voy. *Fêtes et congés*, § 2.

**VIEILLARDS DÉNUÉS DE RESOURCES**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

**VIEILLARDS INVITÉS A REMBOURSER LA RETRAITE QU'ILS AVAIENT COMMENCÉ A PERCEVOIR**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

#### VIEUX TRAVAILLEURS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Jean Courtois et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux de la retraite attribuée aux vieux travailleurs et à étendre le bénéfice de cette retraite à de nouvelles catégories, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 16.

§ 2. — Proposition de loi de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la retraite aux vieux travailleurs une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail et de la sécurité sociale), n° 23 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessous*, §§ 3 à 8, 10 à 15 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 3. — Proposition de loi de M. Pierre Dezarnaulds tendant à assimiler les artisans, les cultivateurs, les petits commerçants et les mères de famille ayant atteint l'âge de 65 ans aux vieux travailleurs salariés bénéficiant de la loi du 14 mars 1941, modifiée par l'ordonnance du 2 février 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 novembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de l'agriculture), n° 47 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voir *ci-dessous* §§ 4 à 8, 10 à 15, *ci-dessus* § 2 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 4. — Proposition de loi de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la retraite des « vieux travailleurs » aux victimes indirectes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 décembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 80 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 5 à 8, 10 à 15, *ci-dessus* §§ 2 et 3 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 5. — Proposition de loi de M. Jean Courtois et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs et à en étendre le bénéfice à de nouvelles catégories de Français, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 décembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 96 ; rapport collectif le 25 avril 1946

(3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 6 à 8, 10 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 4 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 6. — Proposition de résolution de MM. Joseph Denais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent par la moitié du salaire moyen départemental, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 174 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 7, 8, 10 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 5 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 7. — Proposition de loi de M. Louis Siefridt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux mères de famille nombreuse l'allocation aux vieux travailleurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 188 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 8, 10 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 6 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 8. — Proposition de loi de M. André Morice et plusieurs de ses collègues, fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 décembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 220 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 10 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 7 et *Sécurité sociale*, § 2) ; avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 9. — Projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles

bases les allocations aux vieux travailleurs salariés et modifiant l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission du travail), n<sup>o</sup> 244 ; rapport verbal le 31 décembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes et adoption le 31 décembre 1945 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n<sup>o</sup> 21.

Loi du 3 janvier 1946, promulguée au *Journal officiel* du 4 janvier.

**DISCUSSION** [31 décembre 1945] (A., p. 691); *Est entendu dans la discussion générale, M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail; Clôture de la discussion générale* (p. 692); *Art. 1<sup>er</sup> à 8: adoption* (ibid.); *Adoption de l'ensemble du projet de loi* (ibid.) = *Ont pris part à la discussion: MM. Ambroise Croizat, Ministre du Travail; François Reille-Soult.*

§ 10. — Proposition de loi de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 7 de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-170 du 2 février 1945 (retraite des vieux travailleurs) et à la suppression de toute interprétation rétroactive de cette ordonnance à l'encontre des droits acquis des travailleurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n<sup>o</sup> 247 ; rapport collectif le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n<sup>o</sup> 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 11 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 8 et *Sécurité sociale*, § 2); avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n<sup>o</sup> 1232.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Louis Richier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la « retraite des vieux travailleurs » à tous les vieux travailleurs sans exception, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 16 janvier 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n<sup>o</sup> 290 ; rapport collectif le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n<sup>o</sup> 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 12 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 8, 10 et *Sécurité sociale*, § 2); avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n<sup>o</sup> 1232.

§ 12. — Proposition de loi de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 organisant les allocations aux vieux travailleurs salariés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 février 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n<sup>o</sup> 425 ; rapport collectif le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n<sup>o</sup> 1215 (voy. *ci-dessous* § 13 à 15, *ci-dessus* §§ 2 à 8, 10 et 11 et *Sécurité sociale*, § 2); avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n<sup>o</sup> 1232.

§ 13. — Proposition de loi de M. Alexandre Chazeaux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'allocation aux vieux travailleurs, dans ses articles 2 et 4 relatifs aux bénéficiaires de cette allocation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n<sup>o</sup> 774 ; rapport collectif le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n<sup>o</sup> 1215 (voy. *ci-dessous* §§ 14, 15, *ci-dessus* §§ 2 à 8, 10 à 12 et *Sécurité sociale*, § 2); avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n<sup>o</sup> 1232.

§ 14. — Proposition de loi de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer de droit aux médaillés du travail l'allocation aux vieux travailleurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n<sup>o</sup> 776 ; rapport collectif le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n<sup>o</sup> 1215 (voy. *ci-dessous* § 15, *ci-dessus* §§ 2 à 8, 10 à 13 et *Sécurité sociale*, § 2); avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n<sup>o</sup> 1232.

§ 15. — Proposition de résolution de M. Edouard Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale Constituante, avant l'expiration de son mandat, un projet de loi étendant le bénéfice de la retraite des vieux à ceux des travailleurs qui n'en bénéficient pas encore : artisans, commerçants, cultivateurs et travailleurs des professions libérales, ainsi qu'aux mères de famille nombreuse, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du

travail), n° 823; rapport collectif le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 (voy. *ci-dessus* §§ 2 à 8, 10 à 14 et *Sécurité sociale*, § 2); avis collectif de la Commission de la famille le 26 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Cayeux, n° 1232.

§ 16. — Proposition de résolution de MM. Henri Joannon, Jacques Roulleaux-Dugage et Joseph Delachenal tendant à accorder une retraite à tout Français et à toute Française âgés de plus de 65 ans s'il n'a pas ou si elle n'a pas quinze mille francs de revenus et sous réserve que certaines conditions soient remplies, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 884.

§ 17. — Proposition de loi de M. Luc Lesquesne tendant à la généralisation de la retraite des vieux travailleurs et à la suppression de certaines formalités, notamment de l'ordonnance du 2 février 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 1208.

§ 18. — Voy. *Algérie*, § 10. — *Impôts*, § 28. — *Travail* (réglementation du), § 13.

**VIEUX TRAVAILLEURS (Retraite des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

**VIEUX TRAVAILLEURS, PETITS RETRAITÉS ET PETITS RENTIERS (Retraite des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL) *Discussion générale*.

**VIGNES**. — Voy. *Viticulture*, § 1<sup>er</sup>.

**VILLAGES D'ENFANTS**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

**VILLES SINISTRÉES**. — Voy. *Charbon* (attribution de).

**VIN (Prix du)**. — Voy. *Viticulture*, § 2.

**VIN DE CHAMPAGNE (Question du)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

**VINS DE QUALITÉ (Aires de production de)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

## VITICULTURE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser, par dérogation à la loi du 4 juillet 1931, de nouvelles plantations de vignes dans les départements dans lesquels la superficie des vignes a diminué depuis 1938, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 485; rapport le 18 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alexandre Baurens (voy. *ci-dessous*, § 3), n° 1089.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Antonin Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à généraliser le déblocage du pécule viticole pour la récolte de 1945 et à incorporer dans le prix du vin payé directement au producteur pour la récolte 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 673; rapport le 12 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Bernard Paumier, n° 1005. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance) sous le titre : « *Proposition de loi supprimant le pécule viticole* ». — Proposition de loi n° 149.

Loi du 7 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 8 mai.

§ 3. — Projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Tanguy-Prigent, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de l'Agriculture), n° 780; rapport le

18 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alexandre Baurens (voy. *ci-dessus*, § 1<sup>er</sup>), n<sup>o</sup> 1089.

§ 4. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 1<sup>er</sup>.

**VITICULTURE (Problème de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

#### VOIES FERRÉES.

— d'Aurillac—Paris. — Voy. *S.N.C.F.*, § 3.

— d'intérêt local. — Voy. *Avances du Trésor*, § 3.

**VOIRIE RURALE.** — Proposition de résolution de M. Philippe d'Argenlieu et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'établissement et à la mise en œuvre d'un programme de voirie rurale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 (renvoyée à

la Commission de l'agriculture), n<sup>o</sup> 360 ; rapport collectif le 8 avril par M. René Charpentier, n<sup>o</sup> 910 (voy. *Travaux communaux*, §§ 2 et 3 ; *Habitat rural*, §§ 1<sup>er</sup> et 2).

**VOITURES (Achats de)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

#### VOITURES AUTOMOBILES.

— réquisition des. — Voy. *Armée*, § 3.

#### VOTE.

— droit de. — Voy. *Elections*, § 8.

— par procuration. — Voy. *Elections*, §§ 5, 11.

— procédure spéciale de. — Voy. *Elections*, § 13.

— des projets de loi urgents. — Voy. *Règlement*, §§ 3, 4, 5.

